SUPPLEMENT A LA REVUE

"S O C I A L I S M E OU B A R B A R I E"

POUVOIR OUVRIER

Février 1959 - N° 3 Prix : 20 Fr

S O M M A I R E

Les syndicats face à De Gaulle.

Les ouvriers américains et la "fin de la récession".

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS.

LES SYNDICATS FACE A DE GAULLE.

Les salariés sont durement frappés par les mesures économiques du Gouvernement. Les "sacrifices" que les ministres du grand patronat imposent aux travailleurs sont de taille.

Brutalement atteints, les salariés ne font rien, ou presque rien, pour se défendre. Que faut-il en conclure? qu'ils croient tout ce que leur raconte la presse, la radio? qu'ils sont maintenant convaincus que les chefs d'industrie, les membres des conseils d'administration, les betteraviers et les officiers supérieurs de l'Armée qui dirigent l'Etat agissent pour le "bien du peuple"?

Certainement pas. Alors? Eh bien, quels sont les moyens dont ils disposent pour se défendre, pour faire entendre leur opinion?

On dit que les syndicats représentent la classe ouvrière.

Que disent donc les syndicats?

Ils disent que ce n'est pas bien de faire supporter tous les sacrifices aux salariés, que la "GRANDEUR DE LA FRANCE" il la faut, mais que le Gouvernement exagère. Sur ce, ils adressent des appels aux travailleurs pour qu'ils adhèrent aux syndicats et suivent leurs directives.

Mais les travailleurs ne bougent pas. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont plus confiance dans les syndicats, parce qu'ils pensent que les centrales syndicales actuelles CE N'EST PAS SERIEUX ET CE N'EST PAS EFFICACE.

D'abord, il y a trois centrales syndicales et chacune dit pis que pendre de l'autre.

Les syndicats sont divisés et les raisons de cette division n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Tout le monde se souvient des grèves où chaque syndicat agissait pour son propre compte: l'un commençait quand l'autre arrêtait, l'un voulait une grève de 4 heures, l'autre de 24, le troisième pas de grève. AUCUN NE CONSULTAIT LES TRAVAILLEURS.

Tout le monde se souvient des "mouvements tournants", qui ne servaient qu'à fatiguer les ouvriers, sans rien apporter. Tout le monde se souvient des grèves dispersées, sans que JAMAIS les syndicats les unissent en un seul mouvement général, de toutes les professions, seul capable de faire rendre gorge au patronat. Tout le monde se souvient qu'en 1956 des mouvements contre la guerre d'Algérie ont éclaté un peu partout, spontanément. Qu'ont fait les syndicats pour les unifier, pour imposer l'arrêt de la guerre au Gouvernement? rien du tout. Qu'ont fait les syndicats au moment du 13 mai? Les uns se sont conduits comme des salauds, les autres se sont couverts de ridicule.

Que font maintenant les syndicats ? FO constate que "les sacrifices sont surtout supportés par les salariés", et elle proteste, respectueusement. La CFTC demande à De Gaulle "de modifier profondément, dans son contenu et surtout dans son esprit, la politique économique et financière du pays", et elle proteste, respectueusement. Quant à la CGT, on ne peut pas nier qu'elle se démène sur tous les fronts: elle soutient de petites grèves, propose l'union, prêche l'action, dépose "un memorandum sur les difficultés des travailleurs parisiens" chez le Préfet de la Seine (qui n'était probablement pas au courant!), dénonce l'association capital-travail et adhère à la commission qui le met au point, critique l'assurance chômage et signe l'accord.

"Mais si elle voulait déclencher des mouvements, personne ne la suivrait - répondent les militants CGT - les ouvriers sont passifs, ils ont peur du chômage..."(On peut lire page . ce point de vue exprimé par un camarade de l'EDF).

Il est certain que les ouvriers ne font pas preuve de combativité actuellement. Mais cela ne veut pas dire que la CGT // a raison et les ouvriers tort. C'est la dure expérience que les travailleurs ont faite des directions syndicales - et des partis de "gauche" - qui est la principale cause de cette absence de réaction.

A l'heure actuelle, les organisations syndicales, y compris la CGT ne représentent plus les travailleurs; elles sont dans les mains d'un vaste appareil de fonctionnaires syndicaux, dont une bonne partie a déniché des fromages dans les organismes "sociaux" de l'Etat, et elles agissent avant tout pour les intérêts de cet appareil, qui est étroitement lié à celui de certains partis. Quel est en effet le plus grand reproche que les centrales syndicales adressent au Gouvernement? C'est de ne pas les consulter, de ne pas les associer (comme cela se faisait pendant la période "heureuse" de 1944-47) au relèvement de la France. Or, elles doivent avoir une force, une clientèle: les salariés. En s'opposant, en paroles surtout, à la politique du Gouvernement, elles espèrent reconquérir cette clientèle qui leur donne du poids.

Mais on peut prédire dès maintenant que lorsque des mouvements éclateront, le rôle des directions syndicales sera le même que par le passé: s'efforcer de les contrôler, pour mieux les diviser et les freiner, s'en servir uniquement pour pouvoir jouer de nouveau un rôle dans la gestion des affaires publiques.

Pourtant, chaque jour qui passe, la situation est plus difficile pour la population travailleuse : salaires, prix, dadences à l'usine, logements, écoles, guerre d'Algérie, rien ne va mieux, au contraire. Les illusions se dissipent rapidement. Alors, comment faire ? comment s'en sortir ?

Tout ce que les ouvriers ont obtenu depuis qu'il y a des machines, des usines et des patrons, l'a été par l'action. C'est par la force qu'ils ont arraché des concessions. C'est en agissant qu'ils en arracheront aujourd'hui. Le patronat a l'air très fort. Il crâne. Mais il n'est pas rassuré. Il sait que les travailleurs sont durement touchés. Il s'attend à des réactions. Il a beaucoup pris pour pouvoir lâcher

quelque chose. Si les travailleurs agissent, UNIS, il lâchera, et plus qu'il ne pense. Mais pour être unis, il n'y a qu'un moyen: s'unir là où on est exploité, à l'usine, à l'atelier, au chantier, au bureau, rejetter les divisions syndicales.

"Alors, vous êtes contre les syndicats?" demanderont certains. A celà nous répondrons : nous sommes POUR que les ouvriers organisent eux-mêmes leur lutte, POUR qu'ils nomment des représentants d'usine, de chantier, d'équipe, de bureau, indépendamment de leur appartenance à un syndicat, POUR qu'ils établissent eux-mêmes leurs revendications et décident de leur propre conduite, POUR qu'ils établissent des contacts, des liaisons avec d'autres usines, d'autres chantiers.

Le besoin d'une telle union et action à la base est dès maintenant ressenti par beaucoup d'ouvriers. C'est par exemple ce que proposent des ouvriers d'Aubervilliers, dont nous reproduisons page le tract.

Ce n'est pas suffisant? C'est bon pour commencer et c'est la seule manière EFFICACE de se défendre.

Et si les directions syndicales s'opposent à cela, nous disons alors qu'elles DIVISENT les ouvriers, qu'elles SABOTENT la lutte pour ne considérer que leurs misérables intérêts de boutique.

Cela ne signifie nullement rejetter les militants syndicaux; il y a souvent parmi ces militants les travailleurs les plus expérimentés. Mais c'est justement en agissant comme travailleurs qui mettent leur volonté et leur expérience au service de leurs camarades de travail, dont ils sont solidaires, en cessant de se présenter comme les "camelots" de telle ou telle centrale, qu'ils aideront efficacement la classe ouvrière à sortir de son puits.

LES OUVRIERS AMERICAINS ET LA "FIN DE LA RECESSION".

Les uns après les autres, les journaux bourgeois américains annoncent triomphalement la fin de la récession qui dure depuis l'automne de 1957, et a mis en chômage jusqu'à 5 millions 1/2 d'ouvriers. Ils se réjouissent d'autant plus bruyamment que pendant des mois les dirigeants et les capitalistes ont vécu dans la peur de voir la récession dégénérer en crise, du type de celle de 1930, c'est à dire non seulement 'introduire dans l'économie une "saine"dose de sous-emploi, mais également s'attaquer à leurs propres bénéfices, ruiner une partie des capitalistes eux-mêmes et détériorer le climat social en provoquant des ripostes et des grèves de la part des ouvriers.

Ces catastrophes ne se sont pas produites. Bien au contraire: une fois dissipés leurs cauchemars, les capitalistes se découvrent en "meilleure forme compétitive" après un an de récession qu'avant: comme l'explique un hebdomadaire américain, ils ont "perdu leur graisse inutile", c'est à dire ils ont réussi à réduire considérablement leurs frais de production, Comment ont-ils pu faire cela? D'une part en rationalisant la production, c'est à dire essentiellement en extorquant de chaque ouvrier une quantité de travail accrue, et en introduisant dans les ateliers et les bureaux des machines automatisées. D'autre part, en licenciant purement et simplement les ouvriers devenus excédentaires, du moment que pour un même volume de production, on n'a besoin que d'un plus petit nombre d'ouvriers. Ces deux choses mises ensemble ont provoqué une augmentation spectaculaire de la productivité par ouvrier qu'on estime de 7% supérieure à celle atteinte en 1957 (l'augmentation de la productivité, pour une année normale, est estimée de 2 à 3% seulement).

"Economiser, c'est désagréable, c'est comme d'être à la diette: mais une fois qu'on l'a fait, on se sent beaucoup mieux" explique le président d'une Société. Qu'en pensent les ouvriers? Se sentent-ils "beaucoup mieux"? Voici par exemple ce qu'écrit "News and Letters", un journal publié par un groupe

d'intellectuels et d'ouvriers, en conclusion d'une enquête sur la métallurgie:"L'atmosphère de crainte et d'anxiété créée par la dépression pousse les capitalistes à frapper les travailleurs encore plus fort à les faire produire d'avantage et à tout employer pour les maintenir désunis, le blanc et le noir, le qualifié et le non-qualifié, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Alors qu'autrefois un travailleur avait à éxécuter une tache, et quand il l'avait terminée il pouvait se reposer, aujourd'hui il a deux ou trois taches, aucun temps de repos et on menace de le renvoyer s'il ne les exécute pas". Dans le même journal un mineur écrit:"La politique de la Compagnie a été de renvoyer le plus grand nombre d'hommes possible, et de réorganiser ceux qui restent pour qu'ils produisent plus "efficacement", ce qui signifie simplement que pour ceux qui restent, les cadences sont accélérées encore davantage". Dans un journal du même type que celui qui vient d'être cité, "Correspondence", un lecteur écrit:"L'automation a fait son sale boulot: réduire les forces de travail de 1/2. La Direction est en train de faire payer par les ouvriers l'énorme quantité de capital investi dans les nouvelles machines automatisées. Avant l'automation, les ouvriers avaient pu rendre leur vie dans l'atelier un peu plus humaine: maintenant, à cause de l'automation, les quelques ouvriers qui restent dans l'atelier n'ont même plus cela". A propos de l'accélération des cadences dans l'automobile, un ouvrier de Chrysler écrit :"C'est le chaos. Le Planning, les Relations sociales et l'Etude des Temps (il s'agit du personnel de ces 3 bureaux) sont partout. L'accélération des cadences est telle que 2 voitures sur 5 ne valent rien. Ils doivent mettre un groupe d'ouvriers à enlever les moteurs qui viennent d'être montés dans les voitures. Plus personne ne se fait renvoyer pour avoir mal travaillé: on se fait renvoyer pour n'avoir pas travaillé assez vite. Il n'y a plus de temps de repos. Dans l'atelier de couture, une cloche annonce aux femmes quand elles peuvent courir aux toilettes et revenir en courant".

Les grèves sauvages.

Comment lutter contre cette dégradation de leur situation? Pendant la récession elle-même les ouvriers américains n'ont trouvé aucune solution à ce problème : l'énorme armée des chômeurs, a joué le rôle que les capitalistes lui avaient assigné: paralyser complètement ceux qui restaient dans les usines, les obliger à accepter des conditions de plus en plus inhumaines. Dans quelle mesure la reprise de la production, et la réduction du chomage qui y correspond, peuvent-ils changer quelque chose, c'est ce qu'il est impossible de prévoir. Les seuls éléments dont on dispose actuellement pour en juger, ce sont les grèves qui ont été menées depuis la rentrée d'Octobre par les ouvriers de l'automobile: bien que limitées en nombre et en extension elles n'en sont pas moins particulièrement importantes.

Ces grèves se sont produites au moment où le syndicat était engagé dans une interminable négociation avec les patrons des trois plus grandes marques d'automobile: elles ont eu lieu malgré l'opposition ouverte du syndicat et ses tentatives frénétiques pour faire reprendre le travail, et elles ont continué après la signature du contrat et l'ordre général de reprise. Des grèves de ce type sont appelées aux Etats-Unis grèves "sauvages" ou "inofficielles" parce qu'elles échappent à la direction du syndicat, qui est le seul, "officiellement", à pouvoir déclencher une grève. Des grèves sauvages éclatent constamment, et à certaines époques, quotidiennement, dans les usines américaines; elles se produisent presqu'exclusivement à propos des conditions de travail: normes, cadences, hygiène, surveillance, discrimination raciale, etc. Elles sont décidées, dirigées, et terminées par les ouvriers eux-mêmes à des niveaux qui vont de l'atelier individuel à l'ensemble de l'usine: les syndicats se trouvent totalement court-circuités, les ouvriers se chargeant eux-mêmes, soit directement, soit à travers leurs délégués de la négociation.(Pouvoir Ouvrier" consacrera un article ultérieur aux grèves sauvages et aux formes autonomes d'organisation des ouvriers américains).

Voici comment "Correspondence", le journal ouvrier dont on a déjà cité des extraits, décrit le mouvement de grèves sauvages qui s'est produit cet automne, :"Cet automne les grèves sauvages à propos de conditions de travail sont devenues une pratique courante dans toutes les usines d'automobiles Les ouvriers de chez Chrysler sont en tête, avec 200 grèves sauvages pour ces 2 derniers mois. Depuis la signature du contrat plus d'usines sont fermées à causes de litiges sur les conditions de travail qu'à n'importe quelle époque depuis les grèves sur le tas des années 30. Dix jours après la signature, du contrat avec la Général Motors, 15 seulement de ses 126 usines tournaient Les autres, qui emploient 240.000 ouvriers sont fermées en raison de grèves locales. Les ouvriers sont persuadés que Reuther (le Président du syndicat de l'automobile) et les Directions tous ensemble ont été terrifiés par les grèves sauvages. Ils disent que Reuther a expliqué aux Compagnies que si elles lui donnaient quelques sous d'augmentation à brandir en signe de victoire, elles n'auraient pas de mal à les récupérer sur le dos des ouvriers. Ils sont convaincus que Reuther ne sait même pas ce qu'ils veulent dire quand ils parlent de conditions de travail, et que si quelque chose doit être fait sur ce plan, ils devront s'en occuper eux-mêmes".

Voici l'opinion de deux ouvriers. L'un écrit à propos d'une grève des ouvriers qualifiés chez Ford : "Ils demandent la sécurité du travail et de meilleurs conditions, le ralentissement des cadences, un système d'ancienneté, l'augmentation des temps de repos. Le syndicat ne dit rien de tout ceci dans le nouveau contrat". Et l'autre: "Le syndicat a obtenu quelques sous d'augmentation, mais il a oublié de qui se passe avec les conditions de travail dans l'atelier. Je me passerais volontiers de l'augmentation si on nous traitait comme des êtres humains et pas uniquement comme ces esclaves des machines qu'on nous réduit à être".

Enfin, un autre mouvement qui s'est produit ces dernières semaines dans l'automobile, doit également être signalé. Il s'agit d'un mouvement de chômeurs dirigé contre les heures supplémentaires, qui ont été rétablies par la Direction et silencieusement acceptées par le syndicat, alors que des dizaines de milliers d'ouvriers sont encore sans travail. Un tract rédigé par un groupe de chômeurs dit:"Aujourd 'hui dans l'automobile, les gens font des heures supplémentaires et travaillent dans des conditions qui n'existaient qu'avant la création du syndicat. Ceci se fait avec l'approbation du syndicat qui sait très bien que si la Compagnie le fait, c'est pour éviter de vous rembaucher". Ces chômeurs - au nombre d'une centaine,- ont établi un piquet de grève devant le siège du syndicat à Détroit. D'autres groupes de chômeurs ont mis des piquets devant les grilles des usines. "Correspondence" d'où nous tirons ces informations ont constitué un "Conseil des chômeurs de Détroit".

A C A E N

Un groupe s'est constitué autour de "Pouvoir Ouvrier".

Il invite tous les lecteurs de la région qui désirent participer à la rédaction et à la diffusion de"Pouvoir Ouvrier", à se mettre en contact avec lui.

Ecrire à "Socialisme ou Barbarie", 42, rue René Boulanger, PARIS X° qui transmettra.

L A P A R O L E
A U X
T R A V A I L L E U R S

GRÈVE DE L'E.N.
ET DE LA FONCTION
PUBLIQUE du 19/11/58.

Cette grève a été lancée par toutes les organisations de fonctionnaires et reprise par tous les syndicats de la Fonction Publique, sauf par les syndicats des Ponts et Chaussées qui groupent pourtant des employés de l'Etat, cependant les travailleurs des Ponts et Chausséees ne sont pas considérés comme étant de la Fonction Publique et n'ont pas le statut de fonctionnaires. Par contre, quand les agents de l'Etat font grève pour un relèvement de salaires, les employés des Ponts et Chaussées obtiennent automatiquement les améliora obtenues par les fonctionnaires, sans jamais prendre part à ces grèves .

Lors de la préparation de cette grève du 19/11/58, les Ponts et Chaussées n'ont encore une fois pas eu de mot d'ordre de leurs syndicats.

Tous les fonctionnaires et agents publiques de la ville débrayent et font cortège dans la ville.

Les travailleurs des Ponts et Chaussées, alors se réunirent et discutèrent de ce problème. Ils se mirent d'accord pour faire grève, se rendirent auprès des délégués des syndicats F.O et C.F.T.C et demandèrent à participer à cette grève, en leur expliquant que si cette grève réussissait, ils en tireraient les mêmes améliorations et avantages que les fonctionnaires, et qu'ils trouvent injuste de ne pas y participer. Après quelques explications, le délégué C.F.T.C se rangea à l'avis des prolos, mais celui de F.O. fit savoir qu'il ne pouvait aller à l'encontre des décisions prises par le Bureau National de F.O. Sur cette réponse, tous les syndiqués F.O. firent savoir à ce délégué que s'il persistait dans cette voie, ils se passeraient de lui et des décisions de son bureau en rompant définitivement avec le syndicat.

Le délégué voyant qu'il ne pouvait aller à l'encontre du courant ouvrier car il risquait de se retrouver seul et isolé, se rangea, après un vote unanime pour la grève, du côté des grévistes.

Le fait a eu lieu dans un département de la Normandie sur un chantier comptant 8o ouvriers au maximum.

En conclusion, nous pouvons dire en voyant ce résultat, que malgré tout, la classe ouvrière en France est encore capable de prendre des initiatives propres à elle-même et de s'organiser indépendamment des syndicats, et que si cela a eu lieu sur un chantier de 80 prolos, cela peut avoir lieu sur une échelle beaucoup plus vaste sur le plan national.

Il est faux de dire que la classe ouvrière est incapable de résoudre ses propres problèmes et de prendre ses propres directives, il est même absurde de le penser.

C'est absurde de penser que la classe ouvrière ne peut avoir qu'une solution à ses problèmes et que cette solution ne pourra être résolue que par des organismes syndicaux ayant chacun à sa tête un Secrétaire Général et un Bureau comportant pour le moins 10 ronds de cuir, qui, une fois élus pour représenter les travailleurs, cherchent d'abord à s'assurer de leurs propres avantages, se laissent

graisser la patte par les différents bureaux, politiques et patronaux, signant des compromis au nom des travailleurs, avec qui d'ailleurs ils ont perdu complètement le contact. Si jamais, dans un tel bureau se trouve un ancien prolo, en trente jours il a oublié lui-même qu'il est avant tout un travailleur, car une fois embringué dans le système actuel du syndicalisme, il devient un bureaucrate, un bonze, le grand manitou de la classe exploitée, donnant des directives et n'admettant pas que l'on discute les mots d'ordre émanant du bureau dans lequel il a ses fonctions. Il est devenu un chef dans le sens le plus large du mot, et nous, travailleurs, nous n'avons plus qu'à accepter la tête basse les ordres et les slogans même si ces ordres n'ont aucune valeur revendicative ou sociale ; nous devons être bêtes et discipliné et marcher comme des enfants de troupe au son des tambourins syndicaux.

Il y a parmi nous des travailleurs qui réagissent et qui n'acceptent pas tout comme "pain bénit". Mais que fait le syndicat dans ce cas ? D'abord on retire la carte syndicale au récalcitrant, ce qui en soi n'est pas grave et qui est très "démocaratique". Par la suite, on cherche à ce gars tous les emmerdements possibles dans son travail, et cela par le truchement de l'administration qui gère son entrprise. Il arrive bien souvent que le gars en question se fasse vider de la boîte où il bosse . A ce moment, comme par hasard, le délégué syndical lui passe la main dans le dos et lui fait comprendre qu'il y aurait peut-être moyen d'arranger la situation par le truchement du syndicat " qui quelques temps auparavant lui avait retiré très démocratiquement sa carte". Bien souvent le gars ne peut faire autrement que d'accepter n'ayant pas des moyens d'existence suffisants, et s'il retrouve son emploi, dorénavant, il la boucle et accepte tout, étant par ce même syndicat plus ou moins isolé.

Mais si, nous travailleurs, nous unissions nos forces, si nous prenions contact avec d'autres travailleurs dans d'autres boîtes, si nous discutions de nos problèmes présents et à venir, nous verrions que tous nos problèmes sont identiques dans n'importe quelle entreprise et que ces problèmes ne pourront être définitivement réglés que si nous passons outre au dirigisme syndical, en formant des conseils d'ouvriers dans chaque boîte et en prenant contact avec toute la classe laborieuse. Seulement dans ces conditions nous arriverons à donner une valeur à notre mouvement ouvrier, c'est seulement par ce moyen que notre sort peut s'améliorer, car en France nous représentons une force de près de vingt millions et une telle force a des possibilités immenses.

Dans ce régime qu"est la société capitaliste nous avons, nous travailleurs, tous le même objectif : vaincre l'exploitation "rationnelle" et méthodique du patronat sur nos muscles, sur notre valeur de travail, détruire le conditionnement de vie que la société bourgeoise nous impose et l'exploitation totale que nous subissons.

Il n'y a pas d'homme miracle pouvant solutionner les problèmes de notre condition; depuis plus de cent ans, la preuve est faite.

Le miracle, c'est nous tous qui pouvons le faire, c'est la masse que nous sommes et non quelques individus pour qui l'on vote.

N.C.

Les ouvriers contre les cadences.

Il y a 10 ans, dans une usine de la région parisienne, on installait une nouvelle machine américaine. On comprendra par ce qui suit pourquoi je ne citerai ni le nom de l'entreprise, ni la nature de la machine.

Cette machine devait complètement transformer les procédés de fabrication de certaines pièces de série et réaliser ainsi une économie de temps considérable.

La direction a mis un ouvrier sur la machine et a attendu avant de fixer les nouvelles normes. Comme la direction réalisait des bénéfices considérables par l'emploi de cette machine, l'ouvrier estimait qu'il devait essayer de profiter, lui aussi, de ces bénéfices, en économisant sa peine. Donc, pendant toute cette période, il ne s'est pas pressé. Puis la direction a fait descendre un chrono pour établir des temps de fabrication. Depuis ce jour, la fabrication des pièces a considérablement diminué; voici pourquoi. Celui qui travaillait sur cette machine s'est rendu compte que plus les temps qu'il établirait seraient larges, moins il aurait à travailler par la suite. Donc, pour cela, il employa toutes les supercheries pour tromper le chrono, qui n'avait aucune base de calcul puisque la machine et le procédé de fabrication n'avaient jamais été utilisés en F rance. Pendant les journées où le chrono surveillait la fabrication, l'ouvrier surveillait le chrono. Il suffisait que ce dernier tourne la tête pour que l'ouvrier, du bout de son pinceau, qu'il tenait toujours à la main, disjoncte l'avance de la machine. Puis, dès que le chrono s'approchait pour voir où en était l'opération, la machine se remettait en marche comme par miracle. De plus, au lieu d'enlever 4 à 5 dixièmes de millimètre par passe, comme il avait l'habitude de faire, il refusa ostensiblement d'en prendre plus d'un dixième. Si bien, qu'en fin de compte les délais qui en résultèrent furent de bons délais et il suffisait par la suite à ceux qui étaient affectés à cette machine de travailler seulement 3 heures par jour pour réaliser leur norme de production. Il a donc suffi qu'un ouvrier ne se laisse par faire pour le chrono pour que pendant 10 ans tous ceux qui ont travaillé sur cette machine se reposent une bonne partie de la journée. Cet ouvrier, par son initiative et son intelligence, avait apporté en une semaine beaucoup plus à ses camarades de travail que toutes les revendications sur les cadences que les syndicats ont faites pendant plus de dix ans.

Contre les cadences, les syndicats ont toujours agi de la même façon. Ils n'ont jamais systématisé et développé les méthodes de lutte qu'employait cet ouvrier isolé. Ils ont toujours voulu agir dans le cadre de la légalité et toujours les ouvriers ont été roulés. Ils ont demandé à certaines occasions, par des tracts et dans les discussions avec la direction, que les cadences soient diminuées, et la direction n'a pas diminué les cadences. Ils ont demandé que les délais soient affichés pour que tous les ouvriers les connaissent et qu'il n'y ait pas de discrimination et d'injustice et les délais n'ont même pas été affichés. Ils ont dit "qu'il faut lutter contre les cadences" et quand les équipes se sont mises en grève ils les ont approuvées. Mais les conditions d'une lutte par des grèves contre les cadences ne sont pas souvent réunies. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que tout un atelier est disposé à débrayer contre les cadences et pourtant c'est d'une façon permanente que les chronos et la maîtrise font pression sur les ouvriers.

Comment se fait-il qu'un ouvrier intelligent fasse des actions plus efficaces que des organisations syndicales qui jouissent d'un statut légal dans l'usine, qui ont des milliers de membres, qui disposent d'argent et de moyens de propagande ?

Tout d'abord parce que l'action des syndicats se situe sur un plan différent de celle des travailleurs. L'action syndicale est légalitaire et dans ce sens 9 fois sur 10 inefficace. Dans ce cas, pour le syndicat, il s'agit de trouver des cadences "justes". Pour l'ouvrier il s'agit de lutter contre toutes les cadences, car il n'y a pas de juste cadence comme il n'y a pas de juste salaire, puisqu'au départ il y a l'injustice de la condition ouvrière. Pour le syndicat, il s'agit de ne pas laisser la détermination des cadences à l'arbitraire de la direction et des chronos. C'est ainsi que dans les cas où les ouvriers s'élèvent contre des cadences, ce sont les délégués du personnel qui vont discuter avec les chronos et la maîtrise. Si le délégué ne fait pas partie de la catégorie professionnelle qu'il doit défendre, il se trouve au départ handicapé et bien souvent ces discussions n'aboutissent pas en faveur des ouvriers. Car, dans ce cas précis, si le chrono et le délégué discutent sur les cadences, c'est le chrono qui connaît plus de choses sur cette matière que le délégué, tandis que si l'ouvrier et le chrono sont placés face à face, c'est le contraire qui se produit: c'est l'ouvrier intéressé qui connaît mieux le travail, les astuces et les combines que le chrono. Si dans le premier cas c'est le chrono qui peut tromper et rouler le délégué, dans le deuxième c'est souvent l'ouvrier qui peut rouler et tromper le chrono (si ce ou ces ouvriers ne sont pas des imbéciles ou des fayots bien entendu).

Il y a ensuite les principes de loyauté. Le syndicat est loyal; il met un point d'honneur à combattre la direction par les procédés permis par la loi et le règlement de l'usine et par ce fait il se trouve déjà en état d'infériorité , car la loi et le règlement vont en faveur des patrons et non des ouvriers. Pour obtenir quoi que ce soit, n'importe qui sait que c'est souvent en s'opposant à la loi et aux règlements.

Le délégué reproche souvent à ceux qui essaient de tromper la direction d'être des individualistes et de remplacer la lutte collective par le débrouillage individuel. Par exemple, lorsque l'ouvrier que j'ai cité s'est fait prendre dans la rue au lieu d'être à son travail, le délégué s'indignait "comment voulez-vous que je vous défende après, disait-il, si vous vous mettez dans votre tort".

La différence entre la lutte des ouvriers et la lutte des syndicats n'est pas dans l'individualisme des ouvriers et la notion collective des syndicats, mais dans le fait que les syndicats aujourd'hui se défendent sur le plan légal et que les ouvriers combatifs ne s'embarrassent pas de la légalité pour se défendre. Si les ouvriers sont souvent seuls pour se défendre de cette façon, ce n'est pas de leur faute, c'est que les syndicats refusent de les aider dans ce sens et les laissent tomber. Et c'est dans ce sens que l'on doit rendre collectives ces initiatives de tous les jours.

Si, lorsqu'un chrono vient pour établir des temps, il y a une entente entre plusieurs ouvriers, les temps seront bons. D'abord on trafiquera la machine avant qu'il arrive de telle façon que, s'il exige d'aller plus vite, tout se démolira. Pendant qu'il est présent, on prendra son temps, on fera des gestes lents, un copain viendra vous demander du feu plusieurs fois, un autre essaiera de distraire l' attention du chrono, etc. Ce sont ces initiatives individuelles que les organisations ouvrières devraient systématiser, développer et propager parmi les ouvriers, plutôt que de leur faire espérer des miracles des discussions légalitaires avec la direction. Que l'on réfléchisse une seconde: si de telles méthodes étaient appuyées et propagées clandestinement. Au lieu d'avoir 3 copains qui vous aident contre le chrono, qu'il y en ait 10, ou 20 ou 30, que, lorsque le chrono arrive dans l'atelier, il soit accueilli par des cris, des huées, et que lorsqu'il s'apprête à chronométrer, qu'il soit pris dans un va-et-vient subit d'ouvriers qui ont à faire par hasard autour de la machine, que l'on réfléchisse un instant au résultat de cette pression sur les délais.

Mais, direz-vous, il y a les fayots, qui eux se laissent faire par le chrono. Eh bien, si cette pression s'exerce sur le fayot, si 10 gars sont autour de lui pour l'engueuler s'il va trop vite, croyez-vous qu'il sera plus coriace que le chrono? S'il continue ? Alors il peut y avoir des pannes de machine ou des outils qui disparaissent on ne sait comment. Ce que je dis, n'est pas de la "science-fiction". Dans certains endroits, cela s'est produit à une échelle réduite, et trop peu souvent malheureusement. Mais c'est dans ce sens que nous devons aider et développer ces méthodes qui sont des méthodes efficaces que la classe ouvrière a toujours créé d'elle-même.

Mais j'oubliais de dire que si par hasard, comme je l'ai vu, le chrono est par-dessus le marché un syndiqué ou un sympathisant, alors ce sera une raison de plus pour que le syndicat refuse d'employer des méthodes illégales.."contre un camarade"...

Pourquoi les ouvriers n'écrivent-ils pas ?

Les ouvriers ne s'expriment pas facilement par écrit. Si on leur demande d'écrire leurs expériences, souvent passionnantes qu'ils nous racontent, ils refusent, parcequ'ils pensent que ce

n'est pas intéressant et parce qu'ils ne savent pas comment s'y prendre. Si on arrive à les décider quand même, ils écrivent quelque chose de conventionnel qui ressemble fort peu à ce qu'ils avaient l'intention de dire.

Pourquoi éprouvent-ils tant de difficultés à s'exprimer ?

1) Parce que dans la société, on ne leur demande jamais leur avis. Ils sont des "unités" de production, leur opinion n'a aucun intérêt pour le régime. Ce qu'ils pensent sur leur travail, sur la vie du pays, les logements, les spectables, les journaux, les vacances, l'amour, etc., d'autres le pensent et l'expriment à leur place. Ils en ont tellement l'habitude que, pour eux, écrire est une activité artificielle comme la peinture ou la musique.

Lorsqu'ils ont l'occasion de dire ce qu'ils pensent, c'est rarement par écrit. Ils s'adressent oralement à leur contremaître, Dans les assemblées syndicales ou politiques, il y a toujours un bureau qui se charge d'écrire (ou de ne pas écrire!) ce qu'ils ont dit.

2) S'ils veulent s'exprimer tout de même par écrit, ils ne savent pas comment faire car ils ne connaissent pas le vocabulaire, ils ne savent pas construire leurs phrases, ils croient qu(il faut écrire dans un langage particulier qu'ils n'ont pas l'habitude d'employer. En un mot : ils n'ont jamais appris.

Et l'école ? pensera-t-on. On y apprend à écrire. On y fait des "rédactions". Justement, la rédaction, eh bien parlons-en: nous verrons que le "système" qui empêche les ouvriers de s'exprimer commence déjà à l'école primaire. Voici mon expérience d'instituteur.

La rédaction est la honte, la plaie de l'enseignement primaire. Rien de plus affligeant à lire qu'une série de rédactions de la classe de fin d'études. C'est plat, plein de clichés et bourré de fautes; aucune spontanéité, aucune originalité. Les meilleurs élèves écrivent des phrases correctes formant un tout conventionnel. Ils sont incapables de raconter simplement et clairement la chose la plus élémentaire. Pourquoi nos élèves éprouvent-ils tant de difficultés et de répugnance à s'exprimer, à écrire?

1) Parce qu'on ne leur demande jamais leur avis. Comme l'ouvrier qui est une unité de production, l'enfant à l'école n'est qu'une unité de production en formation. Ce qu'il pense, ce qu'il sent n'a aucun intérêt, au contraire on lui apprend à se taire. Tout ce qu'on lui demande c'est d'assimiler une certaine quantité de choses déjà écrites par d'autres. Mais de temps en temps, une demi-heure par semaine, on les fait écrire sur quelque chose. Cette chose n'a la plupart du temps rien de commun avec ses préocupations. On lui demande de donner son avis sur la pluie, le vent, l'automne, la chasse , une soirée en famille, etc. Il n'a rien à dire là dessus et écrit des banalités puisées dans les leçons de vocabulaire et de grammaire de la semaine. Sa mémoire, son application, si appréciées à l'école lui serviront, mais tout ce qu'il y a de vivant en lui ne sera pas sollicité. Ecrire lui apparaît donc déjà comme une activité artificielle nettement séparée de ce qu'il pense et sent.

A l'ouvrier aussi on demande son avis de temps en temps sur des faits qui ne touchent pas sa propre expérience: sur une constitution, sur des programmes électoraux, sur la grandeur de la France, etc....

2) Mais lorsque le sujet proposé l'intéresse, l'enfant ne sait pas non plus comment s'y prendre pour exprimer ce qu'il a à dire. Il n'a pas l'habitude de le faire, il serait extraordinaire qu'une demi-heure par semaine il trouve brusquement en lui les moyens nécessaires. Il ne connaît pas le vocabulaire dont il a besoin. Où le prendrait-il? En classe il ne parle pas; avec ses parents il n'a pas le temps; il ne parle qu'avec ses camarades qui n'en savent pas plus que lui. Quand on les écoute discuter entre eux, on s'aperçoit que leurs récits sont pleins de bruits, de mimiques, de "machins" et de "trucs", destinés à remplacer les mots qui leur manquent. Comment faire pour mettre tout cela par écrit?

Lors de la dernière conférence pédagogique, une jeune institutrice a demandé : -"Monsieur l'inspecteur, comment puis-je m'y prendre pour faire faire des progrès en rédaction à mes élèves en 1 heure, je n'y arrive pas.

- Comment vous y prenez vous, Mademoiselle?

- Je les fais rédiger au brouillon, puis je les prends un par un à mon bureau, et nous corrigeons ensemble. Mais en 1 heure, je ne peux m'occuper que de quelques élèves.

- Vous vous y prenez très mal, Mademoiselle, il ne faut pas faire de correction individuelle, il faut faire une correction collective".

La jeune institutrice s'est rassise perplexe. Comment faire une correction collective de la rédaction? En grammaire, en calcul, cela peut se concevoir, mais en rédaction?

Pourtant, lorsqu'il y a 30 à 40 élèves dans une classe, il est difficile de faire autrement. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que pour les enfants, la rédaction ne diffère pas des autres matières, calcul, grammaire, etc.., et elle n'a même pas l'avantage de la précision.

Voilà pourquoi ce qu'il a appris à l'école n'est pas une aide pour l'ouvrier qui veut écrire sur les difficultés de sa condition, car, au fait que tout est organisé dans la société pourqu'il ne s'exprime pas, au manque d'habitude, s'ajouteront le sentiment acquis dès l'école, que ce qui lui arrive à lui n'a aucune importance, et les lacunes de sa formation scolaire.

S'il arrive à surmonter toutes ces difficultés, souvent il lui viendra seulement sous la plume des expressions empruntées aux journaux, et à la radio, qui diffusent le programme d'éducation pour adultes, de la même manière qu'à l'école il puisait dans les textes du programme scolaire pour écrire ses rédactions.

Une grève de cinq minutes.

Le gouvernement a, on le sait, supprimé toutes les indexations de salaires sur le coût de la vie(c'est à dire les différents systèmes d'échelle mobile des salaires).

Dans la Presse parisienne ce système d'échelle mobile existait depuis 1947, arraché à la suite d'une grande grève. Le patronat a évidemment suivi avec enthousiasme l'ordonnance gouvernementale supprimant toutes les indexations. Qu'ont fait les syndicats pour réagir? Rien jusqu'ici. Mais voilà que la semaine dernière les délégués sont descendus dans les ateliers pour demander aux gars de faire une grève "symbolique" de ... cinq minutes pour protester contre la

suppression de l'échelle mobile. Grève non seulement symbolique mais tournante, chaque journal devant débrayer un jour différent.

Dans mon atelier, aux rotatives, ça s'est passé à 13h.30. L'édition de Province a raté le train à dix minutes près et est arrivée à destination le lendemain matin, ce qui arrive assez souvent, même s'il n'y a pas de grève. C'est tout.

Les syndicats croient-ils vraiment, et veulent-ils faire croire aux ouvriers que des "actions" de ce genre servent à quoi que ce soit ?

Un rotativiste.

Nous avons eu connaissance d'un tract qui a été distribué dans certaines usines d'Aubervilliers, que nous reproduisons ici en ajoutant que nous sommes entièrement d'accord avec son contenu.

GROUPE POUR

L'ACTION AUTONOME

DES TRAVAILLEURS.

T R A V A I L L E U R

Ta situation s'aggrave de jour en jour par les diminutions d'horaires, l'augmentation continuelle des prix.

Ton fils, ton frère, ton copain ont été envoyés en Algérie pour défendre les intérêts du capitaliste colonial.

Les patrons s'unissent avec le patronat européen dans le marché commun pour exploiter encore davantage ton travail et celui de tes frères allemands, belges et italiens.

Dans ton usine, la direction resserre la discipline: elle exige de toi et de tes copains de produire plus pour soi-disant faire face à la concurrence extérieure. En réalité on te diminue ton salaire et les bénéfices du patron augmentent.

QUE FONT LES ORGANISATIONS SYNDICALES ?

Elles parlent toutes d'unité des travailleurs, mais en réalité elles organisent la division puisqu'elles refusent de s'unir pour la lutte contre le système capitaliste.

F.O. , la centrale Molletiste, anticommuniste, ne peut donc s'unir avec la C.G.T.

La C.F.T.C., elle, n'obéit qu' aux ordres de la bureaucratie cléricale, servante fidèle de la bourgeoisie française.

L'action de ces organisations se borne à une vulgaire collaboration de classe (retraite complémentaire, assurance chomage payée par les travailleurs eux-mêmes). Elles dénoncent toutes dans leurs tracts et leurs journaux l'association capital-travail gaulliste, mais elles négocient sans te consulter des accords d'entreprise basés sur la productivité accrue.

Depuis quand les organisations dites "ouvrières" se livrent-elles à cette besogne ?

Dans leur majorité depuis qu'elles existent et surtout depuis la libération. Quand les communistes étaient au gouvernement, le "camarade" Maurice Thorez déclarait : "Camarades, retroussons nos manches, produisons d'abord et revendiquons ensuite". A l'époque, "La grève était l'arme des trusts". La C.G.T. appliquait les mêmes slogans. Quand Mollet était au gouvernement, F.O. refusait l'action unie, même désirée par les travailleurs. Mais dans l'unité avec la C.F.T.C. , elle n'hésitait pas à se vautrer dans la collaboration de classe pour trahir la classe ouvrière (1947-1953).

EN CONCLUSION, les organisations syndicales, courroies de transmission des partis qui les parrainent, se moquent bien de tes intérêts.

Toutes ces critiques s'adressent aux bureaucraties syndicales et non aux militants de base de ces organisations, courageux et décidés mais bien souvent trompés et désorientés par les directions absurdes de leurs dirigeants.

Nous pensons que :

L' a c t i o n a u t o n o m e d e s t r a v a i l l e u r s

de l'atelier au bureau est le seul moyen efficace et démocratique de combattre le système capitaliste, non pour l'améliorer, mais pour le détruire.

T r a v a i l l e u r,

Ton délégué ne doit pas être le représentant des syndicats, mais le représentant des travailleurs qui l'ont élu au bulletin secret. Il est responsable devant l'assemblée générale de l'usine, des actes pour lequel tu l'as mandaté. Toutes les décisions doivent être prises en Assemblée générale, précédées d'une discussion et concrétisées par un vote à bulletin secret. Ce sont les règles les plus élémentaires de la démocratie ouvrière.

T r a v a i l l e u r,

Que tu sois communiste, socialiste, syndiqué ou inorganisé, quelle que soit ta croyance, la couleur de ta peau, tu es avant tout un travailleur. Tu fais partie de la classe ouvrière exploitée par les capitalistes qui te considèrent comme un vulgaire paria, tout juste bon à travailler pour remplir leurs coffres-forts, te saouler et faire des gosses.

-§-§-§-§-§-§-§-§-§-§-

A l'E.D.F.

A l'E.D.F. les syndicats poussent à l'action, même FO chez qui beaucoup de gens ont voté pour De Gaulle, et s'en mordent aujourd'hui les doigts. Mais à la base l'idée ne prend pas; on a perdu toute confiance dans la grève.

Si les syndicats s'agitent, c'est d'abord à cause de la réforme des statuts de l'EDF dont les derniers décrets du gouvernement préparent l'étatisation complète: cette mesure enlèverait aux syn-

dicats les positions qu'ils ont acquis dans la gestion des oeuvres et des caisses sociales notamment. Mais il y a bien plus. Ce que le gouvernement vise surtout ce sont les "avantages-maison" des salariés de l'EDF: remboursement des frais médicaux, colonies de vacances, retraite, avantages en nature (gaz, électricité, coke) En réalité, ces avantages sont tout simplement une compensation qui vise à équilibrer les salaires des autres secteurs et ceux de l'EDF qui sont beaucoup plus bas.

A tout cela, il faut ajouter la hausse générale du cout de la vie intervenue depuis le dernier rajustement des salaires, en Nov.57: à cette époque, l'Etat devait encore 10% d'augmentation promis par l'accord de juin, à quoi, en mai 58, les syndicats ont ajouté une demande de revalorisation par rapport au cout de la vie de 12%. Les 4% de De Gaulle ne changent rien à cette situation, bien au contraire puisqu'au même moment les prix sont augmentés de bien plus.

Les gens se rendent compte de ces choses, et il y a des employés qui disent : "Bientôt on nous amènera en brouette au bureau". En province, dans la Loire-Atlantique par exemple, les types ont l'air disposés à faire quelque chose. Dans les centres par contre, à Paris et à Lyon, on n'est pas du tout chaud pour la grève et les appels des syndicats tombent dans le vide. D'où vient cette passivité? Peut-être de ce qu'on se souvient des grèves, qui, après avoir couté à ceux qui les ont menés jusqu'à 1 mois de salaire, se sont terminées par des échecs. Il y a aussi la peur de perdre sa place de la part de ceux qui se disent qu'"avec le nouveau régime, si on bouge, on risque de se faire foutre à la porte".

OPINIONS DE NOS LECTEURS

Nous avons reçu d'un groupe de lecteurs de l'ouest la lettre suivante:

1) Le 2° numéro de P.O marque un progrès certain aussi bien du point de vue du contenu que de la forme. Il y a un contenu politique plus net et le sens des articles se dégage mieux. La diffusion parmi les ouvriers en a été très facile et il a été lu avec intérêt. Beaucoup d'ouvriers cependant ont fait des remarques intéressantes. Le journal se présente trop comme une simple critique de la société bourgeoise. Les ouvriers accueillent bien cette critique et l'approuvent assez chaleureusement. Mais ils font remarquer que le journal ne leur apporte pas de réponse positive aux problèmes actuels qui les assaillent. Dire qu'il n'y a pas de solution aux problèmes ouvriers dans le cadre du capitalisme est nécessaire mais en attendant le socialisme, il y a des revendications et des luttes plus limitées à mener. On n'en parle pas ou pas assez! Surtout il faudrait concrètement montrer comme les luttes revendicatives et les luttes révolutionnaires se relient organiquement. Même si les ouvriers sont d'accord pour le renversement du capitalisme, ils savent bien que ce n'est pas dans trois ou dans six mois qu'ils y arriveront. Pour l'instant ils posent des problèmes moins généraux. Il nous faudrait une sorte de programme transitoire pour relier ces deux aspects de lutte des classes

2) Les lecteurs ouvriers acceptent très facilement qu'on fasse la critique des partis et des syndicats. Mais ils posent immédiatement le problème : si les syndicats et les partis ne valent rien, par quoi les remplacer? On peut leur répodnre, bien sûr, par une organisation Pouvoir Ouvrier,Mais dans ce cas, il faut leur dire comment doit être organisé Pouvoir Ouvrier Comment sera cette organisation, quelles différences fondamentales elle présentera avec toutes les autres. Insister sur le fait qu'elle sera dirigée par les ouvriers eux-mêmes, montrer concrètement comment cela est possible. Il nous

paraît nécessaire de publier le plus tôt possible une sorte de manifeste de deux pages, par exemple, qu'on intitulerait "comment s'organiser" et qui fournirait de façon très simple une réponse à ces problèmes.

Assemblée des lecteurs.

L'Assemblée des lecteurs, tenue en présence d'un nombre assez limité de camarades, a insisté sur la carence de la partie "Parole aux Travailleurs" nettement en dessous de ce qu'une telle rubrique peut et doit être. Selon les termes d'une camarade, "il y a beaucoup de gens qui pourraient écrire ds cette rubrique:s'ils ne le font pas, c'est qu'ils croient que ce qu'ils ont à dire n'est pas important. Il faut leur montrer ce qu'ils peuvent faire

Deux camarades sont intervenus longuement pour critiquer à la fois les articles du N°2,la publication même de "P.O" et l'idée que dans la situation présente une action quelconque serait possible pour les intérêts authentiques du prolétariat. Les camarades critiquent l'article sur l'Algérie où on conclut sur la nécessité de soutenir la lutte des Algériens, en tant que lutte des paysans et de l'ensemble de la population contre la dégradation et l'exploitation coloniales. Selon eux:"une telle position n'est que "sentimentale": si on doit soutenir cette lutte c'est uniquement parce-qu'elle donnera le pouvoir à la bourgeoisie algérienne, qui, en industrialisant le pays, créera un prolétariat industriel et préparera ainsi les bases du socialisme".

La discussion a ensuite repris, avec la participation cette fois de tous les lecteurs présents, sur les problèmes de la lutte tels qu'ils se posent aujourd'hui aux ouvriers, mis en demeure par De Gaulle et le patronat d'accepter une nouvelle et brutale réduction de leur niveau de vie. Les informations apportées alors ont persuadé tout le monde de la nécessité de consacrer un article à ces problèmes et à l'attitude actuelle des syndicats : elles ont à la fois facilité la rédaction de cet article et alimenté la "Parole aux Travailleurs". La discussion a mis aussi en évidence le fait, que bien que tout le monde soit d'accord pour attribuer l'apathie des ouvriers au dégout et à la méfiance qu'ils éprouvent pour les syndicats, d'importantes divergences apparaissent quant aux solutions : sans partager totalement la position résumée plus haut, un camarade pense que les ouvriers devront faire une très longue expérience avant d'entreprendre quelque chose; d'autres ont encore une certaine confiance ds la possibilité de travail à l'intérieur des syndicats; d'autres enfin dont les camarades de "P.O", insistent sur la nécessité pour tous ceux qui veulent lutter de s'organiser et de mener autour d'eux un constant travail pour l'action autonome des ouvriers et le socialisme, de propagande et de recrutement.

Si vous voulez recevoir régulièrement "Pouvoir Ouvrier"

ABONNEZ-VOUS

1 an : 200 Fr pour 12 numéros

Si vous désirez aider l'action entreprise par "Pouvoir Ouvrier", souscrivez un ABONNEMENT DE SOUTIEN: 1 an ...500Fr

Faire les versements au compte de "Socialisme Ou Barbarie"
C.C.P. Paris 11.987.19
42, rue René Boulanger PARIS IO°

ASSEMBLEE DES LECTEURS vendredi I3 février, à 20H30,Sociétés Savantes. rue Serpente, métro ODEON (salle affichée au tableau).

Gérant : P.ROUSSEAU